

ACCORD-CADRE DE SERVICES

COMUE Lyon Saint-Etienne
Direction Stratégie immobilière
et développement des Campus

-
92 rue Pasteur
CS 30122
69361 Lyon Cedex 07
Tél : 04 37 37 26 70

Maître d'ouvrage



ACCORD-CADRE DE MAINTENANCE

-
EQUIPEMENTS COURANTS FAIBLES

N° de marché

P	2	0	2	5	.	0		
---	---	---	---	---	---	---	--	--

Cahier des Clauses Techniques Particulières

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE.....	3
1.1. INTRODUCTION	3
1.2. PRESENTATION DU SITE	3
ARTICLE 2. PERIMETRE DES INSTALLATIONS.....	4
2.1. COURANTS FAIBLES.....	4
ARTICLE 3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS	4
3.1. MAINTENANCE PREVENTIVE.....	4
3.2. MAINTENANCE CORRECTIVE.....	5
3.3. PRESTATIONS DIVERSES	7
ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
4.1. PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS ET ETAT DES LIEUX D'ENTREE	8
4.2. DOCUMENTS DE MAINTENANCE	9
4.3. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
4.4. ACCES AUX SITES ET HORAIRES	11
4.5. SUIVI DES GARANTIES	11
4.6. MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS	12
4.7. QUALITE ET ORIGINES DES MATERIAUX	12
4.8. RECEPTION ET LEVEE DE RESERVES	12
4.9. REMISE DES INSTALLATIONS EN FIN DE CONTRAT	13
ARTICLE 5. HYGIENE ET SECURITE.....	13
5.1. GENERALITES	13
5.2. RESPECT DU PLAN DE PREVENTION.....	13
5.3. TRAVAIL EN HAUTEUR	14
5.4. SIGNALISATION DES CHANTIERS - ACCES - CONSIGNES - PROTECTION DES OUVRAGES	14
5.5. NETTOYAGE.....	15
5.6. GESTION DES DECHETS	16
ARTICLE 6. DROIT DE CONTROLE	16
ARTICLE 7. OBLIGATIONS DE LA COMUE.....	16

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

1.1. Introduction

Le marché a pour objet l'exécution des prestations suivantes : Maintenance préventive et curative des équipements de courants faibles (anti-intrusion, contrôle d'accès, vidéoprotection) des bâtiments de la COMUE Lyon Saint-Etienne, ci-après dénommée « la COMUE ».

Le titulaire a une obligation de résultat et de qualité de service envers les usagers consistant à garantir, pendant toute la durée du marché, des conditions optimales d'intervention, de fonctionnement et de sécurité des installations.

Le présent CCTP définit les termes et conditions générales selon lesquelles la COMUE Lyon Saint-Etienne, ci-après dénommée « la COMUE », confie au Titulaire les prestations de maintenance et d'entretien dans le respect des lois et règlements en vigueur.

1.2. Présentation du site

1.2.1. Bâtiment PUQ

Le bâtiment Pôle Universitaire des Quais (PUQ) a été livré en 2014. Il se déploie sur 2 865 m² SUB et accueille principalement des bureaux, mais aussi un amphithéâtre de 360 places et des salles de réunions de grands volumes au 1^{er} étage.

Il est le siège de la COMUE Lyon Saint-Etienne.

1.2.2. Bâtiment I-Factory

Le bâtiment I-Factory, actuellement en cours de réalisation, sera ouvert au public en avril 2025. Il se déploie sur environ 6 500 m² et accueille plusieurs types d'activités, pour lesquelles les exigences en termes de conditions d'exploitation diffèrent.

La I-Factory sera un lieu d'accueil, d'information, d'hébergement et d'accompagnement d'entrepreneurs en lien avec le monde académique accompagné notamment par les opérateurs académiques existants sur le territoire (Celse, Pulsalys).

Au cœur d'un campus proposant de nombreuses formations scientifiques et techniques, la I-Factory porte également l'ambition de proposer des plateformes techniques et scientifiques, des espaces d'expérimentation et de prototypage qui permettront aux porteurs de projets de concevoir et tester leurs solutions :

- Un Fablab qui pourra être ouvert à tous ou réservé aux porteurs de projet ou à des groupes de travail spécifiques (mutualisation d'espaces) ;
- Des espaces dédiés à des plateformes technologiques dont l'une sera ciblée sur le numérique et l'autre sur l'ingénierie.

Le bâtiment accueille également les locaux de l'INRIA, institut spécialisé en mathématiques et informatiques.

ARTICLE 2. PERIMETRE DES INSTALLATIONS

Les caractéristiques principales des installations et équipements à entretenir, leur nombre, leur emplacement au moment de l'établissement du présent marché sont indiquées dans l'annexe 1 jointe au présent document.

Ces listes et synoptiques associés qui ne peuvent être exhaustifs sont très largement représentatifs des installations à maintenir au titre du présent marché. En tout état de cause l'ensemble des matériels installés dans l'établissement à la date de notification du présent marché fait l'objet des prestations définies par le présent marché.

Les prestations relatives au présent marché s'appliquent aux différentes installations définies par cette annexe.

Si durant la période d'exécution du marché, certaines parties de ces équipements venaient à être modifiées de façon significative, les modifications seraient portées par avenant.

Sont également concernés :

- Tous les appareils ou composants intervenant dans le fonctionnement des équipements (logiciels...)

2.1. Courants faibles

Les prestations concernent les équipements assurant la sûreté des bâtiments tels que les dispositifs de contrôle d'accès, d'anti-intrusion et de vidéoprotection.

Sont donc compris :

- les organes de centralisation (serveurs, base de données...)
- les équipements (lecteurs de badge, caméras...)
- les UTL
- les moyens de fermetures intérieures (ventouses, gâches électriques...)

ARTICLE 3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

3.1. Maintenance préventive

Les prestations de maintenance préventive systématique et conditionnelle de niveaux 1, 2, 3 et 4 selon la terminologie définie par la norme FD X60.000.

Les visites et interventions de maintenance préventive systématique ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances initiales.

Les interventions au titre de la maintenance préventive conditionnelle et qui résultent notamment des constatations faites lors de visites de maintenance préventive systématique ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels ou équipements.

Au cours de ces visites, il est procédé à un examen attentif de toute l'installation et à des mesures qui ont pour objet de s'assurer que toutes les caractéristiques de fonctionnement sont conservées.

L'annexe n°2 au présent CCTP présente une liste qui ne peut être exhaustive mais très largement représentative des opérations de maintenance préventive à effectuer de manière périodique, ainsi que la fréquence de chaque opération (gammes de maintenance minimales).

Le titulaire assurera **une visite de maintenance préventive par an**. Celle-ci sera réalisée dans les heures d'ouverture des bâtiments telles que précisées à l'article 4.4. du présent document.

Les opérations de maintenance préventive feront l'objet de commandes annuelles sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU).

A réception de la commande, le titulaire a deux semaines pour proposer à la COMUE une date de visite. Celle-ci doit être validée expressément par la COMUE. En cas de refus de la COMUE, le titulaire proposera une nouvelle date à la COMUE dans les 48 heures.

Le temps maximal d'indisponibilité des équipements ou matériels pendant la visite de maintenance préventive ne peut dépasser deux heures, par équipement, pour chaque visite.

Le remplacement des consommables (batteries, piles...) est inclus au forfait de maintenance préventive.

3.2. Maintenance corrective

Les interventions qui ressortent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement optimal des matériels ou équipements existants à la suite d'une défaillance, d'une usure ou d'une dégradation.

Les opérations de maintenance corrective feront l'objet de commandes spécifiques à la demande de la COMUE, sur appel, ou suite à constat de la part du titulaire dans le cadre de ses visites de maintenance préventive.

La télémaintenance est proscrite pour l'ensemble des interventions de maintenance corrective. Le titulaire doit se déplacer sur site pour réaliser son diagnostic et effectuer, le cas échéant, la réparation.

3.2.1. Demande d'intervention

Chaque intervention fait l'objet de l'émission, par la COMUE, d'une demande d'intervention adressée au titulaire par voie électronique.

Le titulaire devra en retour transmettre un devis, établi conformément au bordereau de prix unitaires (BPU). Après accord de la COMUE, un bon de commande sera établi et envoyé au titulaire conformément aux stipulations du CCAP.

Suite à réception du bon de commande valant ordre de service, le Titulaire conviendra avec le représentant de la COMUE du délai d'exécution tenant compte du délai d'intervention tel qu'indiqué dans l'annexe 3 du présent CCTP et qui ne pourra, en aucun cas, excéder 21 jours calendaires soit trois (3) semaines. Aucun travaux ne sera réalisé avant réception du bon de commande.

3.2.2. Nature des travaux

L'intervention comprend :

- la détection et la localisation précise du ou des défauts, en concertation avec le représentant de la COMUE ;
- la réparation ou le changement des pièces défectueuses ;
- la remise en marche des installations. ;
- la réalisation de tests exhaustifs qui permettent de s'assurer du parfait fonctionnement de l'équipement.
- la fourniture et mise en œuvre des consommables

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des matières consommables, indispensables à un fonctionnement correct, sont celles préconisées par le constructeur des matériels installés.

Quelle que soit la marque utilisée et choisie, les caractéristiques techniques devront correspondre au minimum à celles des matériels installés.

Toute pièce remplacée sera neuve.

De plus, sur demande de la COMUE, les pièces remplacées et les résidus pourront lui être remis.

Toute pièce remplacée dans le cadre de la maintenance corrective sera garantie au minimum un an conformément à l'article 44 du CCAG-Travaux.

3.2.3. Réparation provisoire / mesures palliatives

Dans le cas où une pièce nécessaire à la réparation pérenne du défaut constaté est indisponible, le titulaire procède à une réparation provisoire palliative assurant un fonctionnement de l'équipement, en mode dégradé, le plus proche du fonctionnement normal.

Le titulaire en avise dans les meilleurs délais la COMUE ou son représentant qui lui donne alors toute instruction utile.

Dans ce cas, la durée (ou temps d'indisponibilité) est décomptée entre le moment où la panne est portée à la connaissance du titulaire et le moment où l'appareil est remis en service en mode dégradé. Le matériel est alors, provisoirement, considéré en niveau de service 3 défini plus haut. La réparation définitive devra respecter les contraintes liées à ce niveau de service.

3.2.4. Interventions correctives urgentes (astreinte)

Le titulaire prévoira une plateforme téléphonique d'astreinte, où il sera possible d'appeler, de jour comme de nuit, dimanches et jours fériés inclus, afin de demander l'intervention urgente d'un technicien pour procéder à tout dépannage, à la demande d'un représentant de la COMUE.

Le technicien de maintenance devra être présent sur le site dans les délais visés au marché (voir paragraphe 3.2.5 du présent document) suivant l'appel téléphonique ou l'alerte. Il devra connaître les lieux.

Celui-ci est donc apte à :

- Prendre les mesures conservatoires en cas de défaillance ;
- Etablir un diagnostic, un chiffrage estimatif ;
- Procéder aux réparations, après accord de la COMUE ;
- Proposer une solution palliative au correspondant de la COMUE.

La mise en place du dispositif d'astreinte (plateforme, transfert et traitement des alarmes de la GTC) est incluse au forfait.

Les interventions sur site sont par contre traitées par des bons de commande de régularisation sur la base du bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement. Ce devis de régularisation sera transmis à la COMUE sous 7 jours ouvrés.

Dans le cas où la sécurité des personnes et des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et assure le dépannage.

3.2.5. Délais

Le Titulaire prend toutes les mesures utiles pour assurer le dépannage des installations pendant les jours ouvrés.

Le Titulaire s'engage :

- à intervenir sur site dans le délai maximum de **2 heures** consécutives suivant l'appel téléphonique confirmé par l'envoi d'un courriel signalant le dysfonctionnement,
- à remettre en ordre de marche les installations dans le délai maximum de :
 - **4 heures** consécutives à compter de son arrivée sur le site si l'intervention ne nécessite pas le remplacement de pièces détachées ou si les pièces détachées sont en stock.
 - **48 heures** consécutives à compter de son arrivée sur le site si l'intervention nécessite le remplacement d'une ou plusieurs pièces détachées. Le Titulaire respecte également ce délai pour communiquer à la COMUE le devis de réparation en y mentionnant le délai d'intervention qui ne pourra excéder 5 jours consécutifs. En cas d'impossibilité de réparer dans ce délai, le Titulaire s'engage à mettre en place des mesures conservatoires afin de garantir la continuité du service, jusqu'à ce que ce matériel soit disponible.

Cette mesure ne peut donner lieu à une facturation supplémentaire. Tous les frais éventuels (notamment : retour atelier, transport) sont à la charge du Titulaire.

3.3. Prestations diverses

3.3.1. Programmation d'un nouvel équipement

Dans le cas de rajout de nouveaux matériels la modification des logiciels est facturée sur la base d'un forfait de programmation d'un système de contrôle d'accès, vidéoprotection ou alarme intrusion. Ce forfait est annexé au présent marché.

3.3.2. Location nacelle

Dans le cadre de la maintenance corrective certaines interventions peuvent être effectuées en hauteur qui nécessitent l'utilisation d'une nacelle, celle-ci sera facturée selon le forfait du BPU.

Pour rappel, le recours éventuel à une nacelle, ou tout autre moyen d'élévation, dans le cadre de la maintenance préventive est inclus au forfait.

3.3.3. Mise à jour des plans et schémas de l'installation

Les plans et schémas nécessaires à la maintenance des différents équipements objets du présent marché sont disponibles et restent, hors des interventions de maintenance, dans les locaux de la COMUE.

Après chaque modification sur un équipement, le titulaire devra mettre à jour les plans et schémas relatifs à l'équipement concerné.

Le titulaire devra la présentation des documents sur papier en 2 exemplaires Si les plans existent sous forme informatique, le titulaire devra la présentation sur supports informatiques (CD ROM, support DXF,...) compatibles avec les outils informatiques de la COMUE (AUTOCAD, DWG TrueView).

Les documents devront être fournis à la COMUE dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la fin des travaux nécessitant ces mises à jour.

En cas de dépassement de ces délais, des pénalités de retard seront appliquées conformément à l'article 8 du CCAP.

Dans le cas où les travaux modifiant les plans et schémas électriques sont réalisés par une entreprise tierce, la mise à jour des plans et schémas électriques fera l'objet d'une commande spécifique au titulaire conformément au BPU.

ARTICLE 4. MODALITES D'EXECUTION ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1. Prise en charge des installations et état des lieux d'entrée

Le titulaire est pleinement responsable de la maintenance des équipements à compter de la commande de l'audit de prise en charge des installations.

Pour la I-Factory, cette commande sera réalisée au cours du mois de septembre 2025 et fait l'objet d'une ligne spécifique dans le BPU.

Pour le PUQ, cette commande interviendra au cours de l'été 2025.

Il sera réalisé un audit contradictoire, en présence du titulaire et d'un représentant de la COMUE, de l'ensemble des équipements prévus au marché. Cet audit sera remis par le titulaire à la COMUE dans un délai maximum de 30 jours calendaires suivant sa date de réalisation.

Cet audit a pour objectif :

- la prise de connaissance des installations : caractéristiques, localisation...
- d'identifier l'état de fonctionnement du matériel
- l'identification des travaux de réparation ou des finitions de chantier éventuellement jugés nécessaires pour une exploitation normale
- une estimation financière des travaux à réaliser

En l'absence de réserves écrites de la part du titulaire, dûment justifiées, préalable à toute intervention, tous les équipements dont il assurera la maintenance sont réputés être en bon état d'entretien, de fonctionnement et de sécurité. En aucun cas, cette visite ne peut être reprise comme maintenance préventive.

Aucune contestation ne pourra être présentée après remise du procès-verbal.

La COMUE se réserve la possibilité d'organiser un état des lieux de sortie à l'échéance du marché ou en cas de résiliation. Pour ce faire, le titulaire dépêche un technicien connaissant les installations afin de réaliser l'état des lieux de sortie avec le représentant de la COMUE. La date sera arrêtée d'un commun accord entre le titulaire et le représentant de l'acheteur. Le titulaire entrant pourra être convié pour cette prestation.

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution, les équipements en bon état d'entretien de fonctionnement et de sécurité.

4.2. Documents de maintenance

Chaque intervention est visée par le technicien du Titulaire et un interlocuteur désigné par la COMUE.

Toutes les interventions donnent lieu à la rédaction d'un compte rendu qui atteste que les opérations prévues dans le présent marché ont bien été effectuées.

Immédiatement après l'intervention, le compte-rendu est rédigé lisiblement sur le carnet d'entretien de l'installation. La fourniture du carnet d'entretien est à la charge du Titulaire lors de la première visite de maintenance.

4.2.1. Carnet d'entretien

Le carnet d'entretien est obligatoire et doit rester en permanence dans les locaux de la COMUE. Il mentionne impérativement les points suivants de manière LISIBLE :

- La date de l'intervention
- Les heures de début et de fin d'intervention
- Le type d'intervention : maintenance préventive ou dépannage
- En cas de dépannage : la cause de la panne, la consistance de la réparation et le type de pièces remplacées
- En cas de maintenance préventive : les opérations de vérifications et les opérations de maintenance préventive réalisées
- Nom, fonction, qualification et signature de l'intervenant

4.2.2. Rapport de visite de maintenance préventive

Après chaque visite de maintenance préventive, le titulaire rédige un rapport de visite de sur lequel :

- il atteste que les opérations de maintenance préventive systématique prévues dans le présent marché ont bien été effectuées (date d'intervention et le nom du personnel intervenant).
- il note :
 - les anomalies constatées,
 - les temps passés à la maintenance préventive et les temps d'indisponibilité des matériels
 - les risques de dégradation
- il annexe un état sur lequel apparaît le montant de la réparation à envisager pour chaque pièce remplacée.

En particulier, le titulaire formule ses propositions d'intervention au titre de la maintenance préventive de façon à assurer le maintien en bon état des installations objets du présent marché.

Ce rapport de visite est remis à la COMUE au maximum quinze (15) jours après la visite. Son acceptation par la COMUE est le préalable à la mise en route de la procédure de règlement.

4.3. Obligations du titulaire

4.3.1. Obligation de résultat

Le marché impose au titulaire une obligation de résultat avec moyens minimum sur l'ensemble des prestations réalisées pendant toute la durée du marché et sur l'état général des installations à la fin de marché.

Le titulaire garantit les résultats fixés au présent CCTP et dans ses annexes. Il met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de ses missions, tout en veillant à ce qu'ils restent compatibles avec l'activité de l'établissement.

En conséquence, tous les moyens et modalités décrits dans le présent CCTP et ses annexes, ou tous les documents qui y sont cités, sont des moyens minimaux.

Les obligations en matière de résultat concernent :

- la sécurité des biens et des personnes ;
- la continuité de service ;
- la maintenabilité, la durabilité et les performances de fonctionnement des installations au niveau optimal, proche de celui des performances initiales ;
- le maintien des installations en conformité avec les réglementations ;
- le respect des Règlements de Sécurité ;
- le maintien des installations en adéquation avec les règles de l'art ;
- la veille réglementaire des textes, obligations et recommandations ;
- la réalisation des tableaux de gestion pour l'exploitation et le suivi des performances.

Les indicateurs permettant de vérifier le respect des obligations de résultat comprendront :

- La rapidité des interventions et des remises en service ;
- L'absence de panne majeure ;
- Le taux de disponibilité des installations ;
- Le taux de défaillance après réparation ;
- Le respect des consignes de fonctionnement ;
- Le respect du calendrier de maintenance préventive

4.3.2. Obligations de moyens

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition autant de fois que nécessaire :

- Un personnel qualifié disposant d'un véhicule équipé et intervenant dans les délais définis à l'article 3.2.5,
- Un numéro d'appel joignable en période ouvrée,
- Un numéro d'astreinte joignable 24 H sur 24 et 7 jours sur 7,
- Un service logistique de pièces détachées accessibles 24h sur 24 et 7j sur 7,

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires afin de n'apporter aucune gêne au bon fonctionnement des installations lors de ses éventuelles interventions.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution de l'exploitation. En conséquence le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix pour travaux complémentaires éventuels qu'il aura l'obligation d'exécuter et qui seraient consécutifs à une mauvaise appréciation des travaux demandés et de l'état des installations.

A l'issue de ces vérifications, le titulaire devra effectuer des essais afin de s'assurer que les installations sont en bon état de marche.

4.3.3. Obligations réglementaires

Le titulaire est tenu de signaler toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur. Dans tous les cas, il doit garantir la sécurité des biens et des personnes.

4.3.4. Réunions

Le titulaire s'engage à participer aux réunions auxquelles il est invité par la COMUE.

A minima, une réunion annuelle sera prévue.

Cette fréquence pourra être réduite à la demande de la COMUE et en cas de difficultés constatées dans le suivi du marché.

4.3.5. Responsabilité

Le titulaire est responsable des installations.

A ce titre, il doit signaler par écrit à la COMUE les incidents prévisibles, les aménagements imposés par la sécurité et l'évolution de la réglementation, en indiquant les conséquences que pourrait entraîner la non-exécution des travaux demandés.

A défaut d'exécution rapide (et mentionnés préalablement) de ces réparations, et après bon de commande valant ordre de service resté sans effet, la COMUE prendra les mesures, pénalités telles que définis au CCAP.

4.3.6. Démarches et autorisations

Il appartiendra aux différents entrepreneurs d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, les services locaux, les concessionnaires ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

4.4. Accès aux sites et horaires

A chaque passage sur le site, le titulaire se présente à l'accueil du bâtiment pour renseigner le registre d'accueil, informer de ses interventions et récupérer les clés et badges d'accès aux différents locaux.

En tout état de cause, le titulaire sera responsable des clés ou badges qui lui auront été mises à disposition ; en cas de perte, il se verrait contraint d'assumer les coûts de remplacement, ainsi que les conséquences financières que cela entraînera en termes de sécurisation du site.

A la fin de son intervention, le titulaire s'assure de la fermeture des locaux visités et veille à éteindre l'éclairage des locaux, y compris techniques.

Avant son départ, le titulaire demande au représentant de la COMUE une validation de son intervention et lui fait signer un bon d'intervention décrivant précisément les actions réalisées. L'accès aux différents sites se fera sous l'égide du représentant de la COMUE s'occupant de l'opération désignée sur le bon de commande.

L'entreprise pourra accéder au bâtiment PUQ du lundi au vendredi de 8h00 à 18 h00 uniquement, hors intervention urgente. Ces horaires pourraient amenés à être modifiés à la demande de la COMUE. Le titulaire ne pourra en aucun cas refuser ces modifications.

L'entreprise pourra accéder au bâtiment I-Factory du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00 uniquement, hors intervention urgente. Ces horaires pourraient amenés à être modifiés à la demande de la COMUE. Le titulaire ne pourra en aucun cas refuser ces modifications.

4.5. Suivi des garanties

En cas de défaillance sur des équipements ou de désordres sur des ouvrages durant leur période de garantie, le titulaire assurera en coordination avec le représentant de la COMUE :

- Un diagnostic précis du défaut. Ce diagnostic détermine l'origine du défaut et établit la responsabilité technique d'un ou plusieurs intervenants,
- L'information des conclusions de son diagnostic,

- Les mesures conservatoires nécessaires et la mise en service des équipements de remplacement ou de secours éventuels,
- Toutes les démarches demandées par la COMUE pour préserver ses droits nés ou à naître à l'encontre des constructeurs, des fournisseurs, des installateurs et de tout tiers responsable ou estimé responsable.

Ces dispositions ne doivent pas être un frein à la continuité du service à laquelle le titulaire est obligé. Il prend soin de faire en sorte que ses interventions ne soient pas de nature à entraîner la déchéance des garanties légales ou contractuelles sous peine d'être tenu pour responsable des conséquences sauf en cas de mise en sécurité des personnes et des biens, ou de demandes écrites de la COMUE.

Le titulaire est réputé connaître les clauses de garanties légales et particulières attachées aux installations et ouvrages. Il pourra assister la COMUE dans l'exercice de ses droits de recours en garantie auprès des installateurs et fournisseurs.

4.6. Modifications des installations

La COMUE se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification d'installation par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix.

Il en avertit le titulaire au moins un mois à l'avance. Durant cette période, le titulaire peut formuler d'éventuelles objections relatives à ces transformations.

Durant les travaux, le titulaire doit prendre toutes dispositions pour que le fonctionnement des installations ne soit pas perturbé. Il doit obligatoirement faire part, par écrit, de tout risque d'empêchement occasionné par ces travaux. Il doit obligatoirement effectuer les consignations et déconsignations nécessaires en accord avec la COMUE.

Il a toute faculté au moment de leur réception, à laquelle il est tenu d'assister, de signaler tout point apparaissant comme anomalie dans l'installation.

Un avenant au marché peut être négocié si la nature et la qualité des prestations à fournir se trouvent modifiées. Un désaccord irréductible, notifié par lettre recommandée, entraîne la remise en cause du marché et éventuellement sa résiliation avant la date d'expiration normale, sans indemnité de préjudice.

4.7. Qualité et origines des matériaux

Il ne sera fait emploi que de matériaux et accessoires neufs et de toute première qualité.

Ils seront conformes aux normes DTU, AFNOR et autres normes en vigueur, exempts de tous défauts. Le titulaire ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de la certification qualité NF.

Les accessoires seront présentés à la COMUE pour accord préalable avant mise en œuvre.

4.8. Réception et levée de réserves

Les opérations de réception seront exécutées dans les conditions fixées à l'article 9 du CCAP.

Pour chaque remplacement de matériel même à l'identique, le Titulaire fournira à la COMUE une notice, un descriptif technique et les garanties du nouvel équipement.

Lors d'interventions sur les installations avec apports ou substitution d'éléments nouveaux non listés au BPU, le Titulaire fournira un D.O.E. comprenant les schémas électriques, les PV liés aux ouvrages, les notices, la liste détaillée des matériels installés avec marque, type, caractéristiques, ainsi que les

documentations fournisseurs correspondant à ces matériels mis en place, etc., et ce dans les trente (30) jours calendaires suivants la réception.

4.9. Remise des installations en fin de contrat

Trois mois avant l'issue du contrat, il sera procédé, en présence de la COMUE et du titulaire, à un examen contradictoire du matériel. Celui-ci devra être laissé en parfait état de marche, permettant notamment le bon fonctionnement de l'installation durant encore une année minimum.

Si au cours de cet examen contradictoire, il devait s'avérer que le mauvais état ou mauvais fonctionnement de certains matériels soit lié à une insuffisance des prestations d'entretien dues par le titulaire, le paiement des dernières échéances du contrat serait suspendu jusqu'à la réalisation des opérations de remise en état indispensables.

ARTICLE 5. HYGIENE ET SECURITE

5.1. Généralités

Les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 sont applicables.

Chaque année, un plan de prévention écrit sera rédigé par la COMUE et le titulaire.

Le plan de prévention décrira notamment les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées.

Ce plan de prévention est établi pour les interventions courantes ou répétitives du Titulaire et des entreprises travaillant pour son compte dans l'établissement et vise à s'assurer que l'intervenant dispose d'une connaissance suffisante du site pour réaliser toute intervention, y compris les interventions non programmées.

5.2. Respect du plan de prévention

Le titulaire aura sous sa responsabilité le respect, en tout point, du plan de prévention signé.

Le titulaire s'engage :

- à enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières propre à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés,
- à délivrer au personnel placé sous sa responsabilité les habilitations nécessaires à la bonne réalisation des prestations,
- à mettre à disposition du personnel placé sous son autorité des outils, matériels et moyens de prévention conformes à la réglementation en vigueur et à leur faire connaître les consignes liées à leur emploi,
- à mettre à la disposition du personnel placé sous son autorité tout matériel nécessaire aux travaux en hauteur conformes à la réglementation en vigueur (notamment échafaudages, plate-forme de sécurité ou nacelles),
- à faire savoir au personnel placé sous son autorité que les prestations seront arrêtées si les consignes de sécurité prévues n'étaient pas respectées. Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à une indemnité.

Un plan de prévention spécifique sera établi pour toute autre intervention non programmée et non prévue.

Des réunions de coordination seront organisées de façon à assurer l'actualisation périodique du plan de prévention dans les conditions définies par le Code du travail.

Arrêt des prestations ou travaux

Dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas les procédures décrites dans le plan de prévention, les agents de sécurité seront habilités à stopper temporairement ou totalement l'activité de l'entreprise.

Permis feu

Dans le cas de travaux par point chauds, un permis feu devra être établi avec le service sécurité ou le RUS (Responsable Unique de Sécurité) le cas échéant, et les intervenants auront l'obligation de prévenir le service de sécurité préalablement à l'intervention (notamment pour éviter les déclenchements intempestifs d'alarme) et au minimum 48 heures à l'avance.

Tout produit utilisé au sein de l'établissement et pouvant présenter des risques doit faire l'objet d'une fiche de données de sécurité (F.D.S.) lors de la rédaction du plan de prévention et doit être transmise au représentant de la COMUE désigné.

Tout changement de produit doit faire l'objet d'une autorisation.

Tout produit liquide (décapant, produit de nettoyage, etc.) acheminé par le Titulaire doit être stocké sur rétention. Le moyen de rétention est à la charge du prestataire extérieur. La capacité de rétention doit être conforme à la réglementation. Toutes dégradations de quelconques supports causées par une fuite de produits amenés par le titulaire sera imputé à ce dernier et les travaux de remise en état du support lui seront facturés.

5.3. Travail en hauteur

À partir d'un mètre du sol, l'opérateur doit travailler obligatoirement sur une plate-forme sécurisée ou un échafaudage (l'utilisation d'escabeau ou échelle est prohibée, sauf accès), conformes aux normes en vigueur et ayant subi les contrôles réglementaires périodiques obligatoires.

Le Titulaire du marché devra être capable de répondre aux besoins de la COMUE quant aux travaux et opérations de maintenance en hauteur par le biais de ce type de matériel propre à l'entreprise (échafaudage, nacelle).

Un travail en hauteur n'occasionnera donc aucune facturation de location de ce type de matériel (échafaudage).

5.4. Signalisation des chantiers - Accès - Consignes - Protection des ouvrages

Pour toute intervention de travaux impliquant de consigner tout ou partie de la surface du site, le Titulaire a la responsabilité de la mise en place, à ses frais et après approbation par le représentant de la COMUE, de l'ensemble des moyens d'accès, de protection, de balisage, de signalisation et d'affichage ainsi que des actions de communication nécessaires en direction des usagers, visiteurs et riverains.

En cas de carence du Titulaire ou en cas de danger, la COMUE se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du Titulaire, sans mise en demeure préalable et sans que cette action puisse dégager la responsabilité du Titulaire en cas d'accident. Dans ce cas, les locaux concernés sont considérés en situation de défaut.

Le Titulaire mettra en place toutes les mesures de consignation, en conformité aux dispositions prévues dans le plan de prévention. Il transmettra pour signature au représentant de la COMUE toute demande d'autorisation spécifique de travaux ou de consignation muni de son visa technique au moins quarante-huit (48) heures à l'avance. Ce délai ne sera pas exigé dans les cas d'urgence.

Le Titulaire disposera les protections nécessaires sur les ouvrages attenants lors de l'exécution des prestations.

En particulier, les matériels nécessaires à la réalisation des prestations ne doivent, en aucun cas, être en contact direct avec les parois. Notamment les extrémités des échelles et escabeaux doivent prendre appui par l'intermédiaire de protections souples de manière à ne pas détériorer les revêtements (patins protecteurs).

Les interventions nécessitant le démontage des faux plafonds seront réalisées avec le plus grand soin de manière à ne laisser aucune trace sur ces derniers.

En aucun cas les meubles ne peuvent être utilisés comme moyen de surélévation.

La COMUE se réserve également la possibilité de demander une protection particulière notamment pour les huisseries, portes intérieures, escaliers et ascenseurs.

Avant chaque début de chantier, un représentant de la COMUE fera une visite des lieux d'intervention, accompagné du titulaire, afin de définir précisément quelles protections à mettre en œuvre dans le cadre du chantier.

Le Titulaire sera responsable de tous dégâts survenus sur les sites du fait de son personnel et s'engage à financer la remise en état.

5.5. Nettoyage

Les nettoyages (en cours de travaux et de fin de chantier) sont compris dans la consistance des travaux.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra demander un complément de prix afin de prendre en charge des opérations de nettoyage.

EN COURS DE TRAVAUX :

Le nettoyage sera effectué pour une tenue constante du chantier en parfait état de propreté.

Le Titulaire devra prendre ses dispositions à ce sujet à savoir :

- Le chantier sera débarrassé de tous les gravats et déchets emballages, pièces, au fur et à mesure de l'intervention,
- Les abords salis par les transferts de matériels ou produits seront nettoyés, au fur et à mesure de l'intervention.

EN FIN DE CHANTIER :

Les installations de chantier, le matériel, les matériaux en excédent, ainsi que tous les gravois, pièces usagées, emballages etc. devront être totalement évacués, les emplacements mis à disposition remis en état.

Toutes les zones ayant été utilisées pour le chantier (abords, accès, voiries extérieures, etc.) seront remises en état.

Il est stipulé que tant que le repliement total du chantier ne sera pas réalisé, le Titulaire demeurera seul responsable des dommages causés aux tiers sur le chantier ou des vols.

Dans le cas du non-respect des clauses qui précèdent, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire exécuter le nettoyage aux frais du Titulaire par une entreprise extérieure selon les conditions de cette dernière.

5.6. Gestion des déchets

Le Titulaire assure le conditionnement, l'enlèvement et la destruction de tous les déchets, matériels, matériaux, équipement et matériels usagés générés par lui-même ou ses sous-traitants dans le cadre du présent contrat.

Le conditionnement, l'enlèvement et la destruction devront respecter les normes et réglementation en vigueur, notamment celles relatives à l'environnement, durant toute la période d'exécution du marché.

La COMUE se réserve le droit de demander au Titulaire les justificatifs des entreprises spécialisées employées pour ces traitements, en particulier les certificats de mise en déchetterie conformes au modèle CERFA n°12571*01.

ARTICLE 6. DROIT DE CONTROLE

La COMUE se réserve le droit de faire effectuer à tout moment, par un bureau de contrôle tiers choisi et rémunéré par lui, les contrôles réglementaires ainsi que tout contrôle supplémentaire qu'il jugerait nécessaire, concernant notamment l'aspect qualitatif de la prestation exécutée.

Le titulaire se prêtera, en conséquence, à toutes visites et contrôles demandés par ce bureau de contrôle tiers ou par les services de la COMUE ; il déléguera un représentant à ces contrôles pour lesquels il aura reçu un calendrier des visites.

En vertu de l'arrêté du 6 mars 2006, une visite au minimum annuelle de vérification réglementaire sera réalisée par un bureau de contrôle. Le titulaire du marché devra impérativement être présent.

En cas de défaut d'entretien, si une visite du Bureau de Contrôle s'avère nécessaire pour constater la remise en état celle-ci sera effectuée aux frais du titulaire.

ARTICLE 7. OBLIGATIONS DE LA COMUE

La COMUE garantit le libre accès des lieux, fournit gratuitement l'énergie, apporte aux agents du titulaire les aides et concours dont ceux-ci peuvent avoir besoin dans le cadre des interventions pour lesquelles ils sont demandés.

La COMUE est tenue de mettre les appareils sous contrat à la libre disposition du titulaire pendant les périodes d'intervention prévues au présent CCTP.

Si au cours de ses interventions, les salariés du titulaire étaient empêchés d'accomplir leur mission en raison des faits de la COMUE, le temps supplémentaire passé ferait l'objet d'une facturation complémentaire.

La COMUE se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification d'installation ou d'ouvrage par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix.

La COMUE informera le titulaire en cas de modification ou de déplacement des équipements et des installations dont la maintenance est confiée au titulaire.

Le titulaire ne peut effectuer aucune modification de son fait, sans l'accord écrit de la COMUE, sous

forme d'ordre d'exécution qui fixe la date et le délai de l'intervention.

La COMUE s'engage vis à vis du titulaire à :

- l'avertir de tout incident concernant son fonctionnement,
- ne pas intervenir, ni laisser intervenir une tierce personne sur l'installation faisant l'objet du présent marché, sans l'accord préalable et écrit du titulaire,
- rendre possible les essais de fonctionnement prévus à l'issue de chaque intervention,
- prendre toutes disposition requises par l'exploitation ou la sécurité des locaux et des biens en cas d'interruption dans le fonctionnement d'une installation quelle qu'en soit la cause, y compris pendant les opérations d'entretien,
- l'informer de toute modification apportée sur les installations.

Il appartient à la COMUE de garantir aux agents du titulaire, toutes les conditions de sécurité réglementaires afin de leur permettre de mener à bien leur mission, et notamment de les mettre en garde contre les risques pouvant relever de dispositions particulières sur les lieux où ils sont amenés à intervenir.